« Penser l’émancipation » : retours critiques

Du mercredi 13 au samedi 16 septembre s'est tenu à l'Université Paris VIII (Saint Denis) un grand colloque international universitaire et militant, impulsé principalement par l'équipe d'animation de la revue en ligne Période[1]. 4 jours durant lesquels se sont tenus des dizaines d'ateliers, chaque journée étant clôturée par une plénière à la Bourse du Travail de Saint-Denis (à la Générale pour la dernière). Au total, plus de 300 intervenant.e.s ont présenté leurs recherches ou leurs travaux, articulant parfois cela avec la question de l'émancipation.

Pour qui a participé à ce colloque, une chose n'a pu manquer de frapper : le public était très majoritairement jeune, bien plus que de lors de nombreux regroupements d’organisations d’extrême gauche. S'il est hasardeux de proposer une quelconque composition sociologique de l’auditorat, nous pouvons sans trop de difficultés avancer qu'il s’agissait majoritairement d'étudiant.e.s, et, dans une large mesure, avancé.e.s et conscientisé.e.s politiquement.

Si la participation aux ateliers était variable (une poignée d'auditeurs/trices pour certains lorsque les salles d'autres accueillaient des dizaines de personnes), les quatre plénières ont largement mobilisé, principalement celle du jeudi intitulée « Féminismes/Révolutions » durant laquelle la Bourse du Travail était pleine à craquer, rassemblant près de 500 personnes. De même, la plénière de clôture, à la Générale, a attiré plus de 300 personnes. Cette réelle dynamique doit amener les organisations traditionnelles à se questionner sur leur discours et pratiques militantes.

De façon centrale, une attention particulière a été donnée au large prisme du féminisme radical (avec des ateliers intitulés « Pour un matérialisme *queer*», « Nouvelles radicalités féministes et *queer* », « Praxis féministes ») ainsi qu'aux questions anti-racistes et décoloniales (« *Black marxism* et luttes de l'immigration », « Migrations, colonisations, antiracisme », « De l'anticolonialisme à la critique postcoloniale », « Pouvoir politique et races sociales » …) , ce qui ne peut qu'être vivement salué.

Les questions autour de l'autonomie italienne des années 70 et de ses nombreuses arborescences ont aussi occupées une place centrale tant dans les nombreux ateliers traitant des réflexions et des apports de ce courant que lors des plénières, notamment celle de vendredi, qui a accueilli, entre autres, Toni Negri.

Il est à noter que quelques ateliers étaient centrés sur l'althusserisme, ainsi que sur

des réflexions autour de philosophes et d'intellectuels comme Deleuze, Foucault ou encore Alliez, orientant de fait l'aiguille de la boussole vers une théorisation de la politique tout en décentrant le regard du prisme de la lutte des classes.

Enfin, signalons l'importance accordé à l'esthétique et aux arts (cinéma, théâtre...) et à l'articulation entre ceux-ci et l'émancipation.

Principalement, une forte influence opéraïste et post-opéraïste se dégageait tant des intervenant.e.s que des prises de paroles dans les salles. Ce courant de pensée et de pratique militante, né dans l'Italie des années 70, marqué de spontanéisme, semble trouver ici plusieurs débouchés concrets, au sein d'un public largement rompu aux nouvelles pratiques militantes qui se sont exprimées pendant le mouvement contre la loi travail.

Si certain.e.s intervenant.e.s (et membres du public) étaient des militant.e.s d'organisations politiques dites traditionnelles (NPA, Ensemble!,...), il semble que la majorité des personnes présentes étaient proches de l'autonomie, au sens aussi large et paradoxalement réducteur que représente cette appellation.

Dès lors, nous ne pouvons que constater l'impact et l'influence qu'exercent ces théories et ces pratiques militantes dans la jeunesse étudiante politisée. Pourtant, nous devons remarquer les points qui selon nous ont largement été occultés des discussions et, dès lors, font l'impasse sur de larges secteurs de la société.

Marges et lutte de classes

« Intervenir politiquement dans la théorie, intervenir théoriquement dans la politique», telle est la maxime de la revue Période. Si les animateurs/trices de cette revue revendiquent cette conception de leur intervention dans la sphère militante, il semble que le colloque dans sa globalité ait suivi de près cette orientation, allant jusqu'à oublier parfois *la* politique. Car si tout est politique, tout n'est pas nécessairement militant. Le risque est alors que le slogan se transforme en « Intervenir théoriquement dans la théorie ».

Sur l'ensemble des ateliers, un seul avait pour thème le syndicalisme (intitulé « Syndicalismes au présent »), un seul l'économie et enfin, un seul l'Union Européenne.

A partir de ce constat vient se poser la question de l'émancipation en tant que sujet : de quelle émancipation s'agit-il ? Quel.le.s en sont les acteurs/trices ? Dans quelle société souhaite-t-on la voir prendre forme ? Quels outils d'émancipation sont aujourd'hui à construire ou à renforcer pour les classes populaires, dominées, exploitées, opprimées ?

A ces questions, le colloque semble n'y répondre qu'en partie. Les différent.e.s intervenant.e.s avaient certainement des définitions claires en tête mais certainement

aussi très diverses. Et plus encore, il a semblé qu'un large consensus anticapitaliste se dégageait de l'événement sans pour autant voir surgir des désirs d'une société autre dans laquelle exprimer cette émancipation. Sans pour autant non plus voir ces désirs mis en débat.

Il a donc été peu question de la destitution du capitalisme, et encore moins de la construction d'une société alternative. Dès lors, nous insistons : qu'est ce que l'émancipation, de quelle émancipation parle-t-on ? Pour qui ? Dans quelle société peut-elle voir le jour ? Pour Frédéric Monferrand, membre du comité d'animation, il faut entendre les politiques d'émancipation comme « des stratégies politiques qui visent à conquérir la liberté, qui pensent la politique comme une libération plutôt que comme l'institution d'un monde idéal, d'institutions politiques parfaites. Il s'agit de penser des processus de libération […] dont les causes et les objets et enjeux peuvent être divers : on peut vouloir se libérer d'une domination économique, sociale, raciste, sexiste »[2].

Si, comme nous l'avons évoqué, une forte tendance post-opéraïste se dégageait du colloque, il faut rappeler que ce courant a axé ses pratiques et sa propagande en direction des marges du salariat, notamment en direction du précariat ou des personnes sans emploi. En en théorisant progressivement la composition, Negri a pu parler au sujet de ces groupes sociaux de *multitude*, remplaçant progressivement les classes sociales n'ayant plus vocation à s'affronter, étant elles-mêmes tiraillées et charcutées par des antagonismes internes.

Cette conception est notamment exacerbée par le Comité Invisible : la *multitude* n'étant plus que composée de sujets interchangeables, ce ne sont dès lors plus les masses qui font l'histoire - entendre ici moments historiques - mais des individu.e.s déterminé.e.s.

A partir de là, nous voyons une contradiction profonde émerger en opposition avec l'apport marxiste au sujet de la lutte de classe. En plaçant « les marges », c'est à dire des portions de la société (travailleurs/euses précaires, « intello-précaires », étudiant.e.s, sans-emplois ...), à la fois en tant qu'auteurs/trices privilégié.e.s de l'émancipation par des pratiques autonomes de celles des organisations de masse existantes et en extériorité à la classe ouvrière, il s'agit finalement de reléguer au second plan la lutte de classe fondamentale du prolétariat contre la bourgeoisie. C'est ici que prend tout son sens un slogan récurrent des manifestations du printemps 2016 « grèves, blocages, manifs sauvages ». Il s'agit d'injonctions à l'action, en tant qu'actions spontanées, vécues de l'extérieur par des individu.e.s volontaires auxquelles il faut participer pour les renforcer. Pourtant, rien n'est proposé quand à la construction de ces grèves, de ces blocages, et sont peu évoqué-e-s les premièr.e.s concerné.e.s, à savoir les travailleurs/euses de ces sites (non définis non plus). Dès lors, la grève générale n'apparaît plus que comme un accessoire parmi d'autres.

Cette question des « marges » s'est notamment illustrée lors de l'allocution de Louisa Yousfi au cours de la plénière « Féminismes/Révolutions ». En se référant au livre de

Houria Bouteldja, *Les Blancs, les Juifs et nous*. Yousfi à rappelé que la politique du PIR était celle, entre autres, de considérer et revendiquer les hommes afro-descendants habitant des quartiers populaires comme le *sujet révolutionnaire.* S'il ne s'agit pas ici de polémiquer sur la ligne et le projet politique du PIR, il est important de noter que cette politique fait écho à celle qui considère certaines « marges » comme centrales dans le processus révolutionnaire. Il est évident que cette large frange de la population, qui est la plus exploitée et qui subit le racisme, l'islamophobie et la relégation sociale et spatiale est en soi la cible particulière de l'oppression capitaliste et raciste. Il est aussi évident que les organisations ouvrières et d'extrême-gauche manquent cruellement de se saisir de cette question, lorsqu'elles n'ont pas clairement contribué à la séparation entre « travailleurs français » et « travailleurs immigrés ». Cependant, nous affirmons ici que la lutte des races sociales et la lutte des classes, si elles sont à la fois liées et indépendantes, ne pourrons trouver d'améliorations que dans la modification des rapports de production et par la construction d'une société alternative. Ici, il semble plutôt que l'émancipation soit réfléchie et pensée dans un cadre encore capitaliste, c'est-à-dire sous la domination de la bourgeoise.

Considérer par exemple comme fondamentale la lutte contre l'islamophobie doit-il nous conduire à considérer que le sujet révolutionnaire, c'est à dire l'acteur/trice capable de réaliser la révolution socialiste selon Marx, n'est plus le prolétariat dans son ensemble mais une de ses composantes, ici les musulman.e.s ou considéré.e.s comme tel.le.s, ainsi que dans un spectre plus large les descendant.e.s des anciennes colonies ?

A notre avis, il s'agit plutôt de réfléchir à l'articulation entre ces entités et leur capacité à se saisir de la question primordiale seule à même de produire une émancipation complète de toutes et tous : celle du renversement du capitalisme et de la transformation de la société.

Cela n'amène nullement à reléguer à un second plan un quelconque groupe social mais au contraire d'interagir ensemble avec un objectif commun. S'il nous apparaît clairement que le racisme, le patriarcat et l'exploitation de classe se développent avec une autonomie certaine et s'entre-croisent régulièrement, nous considérons que le combat central est celui de la transformation des rapports de production, de l'abolition de la propriété capitaliste et de l'éradication de la bourgeoisie avec l'objectif de construire une société sans classes.

Stratégies et projet de société

La société post-capitaliste ne sera évidement pas une société idéale, dans laquelle toutes les oppressions disparaîtront instantanément, où la crise climatique se résoudra d'elle même et où les contradictions de la nouvelle classe au pouvoir se dissiperont comme par magie.

Cette société devra, selon nous, se construire par l'auto-organisation à toutes les échelles de la société et dans un maximum de cadres. C'est dans ce sens que le Parti

révolutionnaire doit œuvrer et vers ce à quoi il doit pousser les masses qui se radicalisent progressivement pendant la poussée révolutionnaire. C'est, en partie, le rôle qu'a tenu le Parti bolchevik en Russie en 1917.

A ce titre-là, l'intervention de Toni Negri lors de la plénière intitulée « Lénine, de la théorie à la pratique » ne peut manquer de surprendre. A aucun nomment Negri n'a fait mention du Parti bolchévik en tant qu'outil de la classe ouvrière pour la transformation de la société. Bien au contraire, une sorte d'idéalisation de Lénine se dégageait, comme s'il s'agissait d'un leader illuminé ayant agi seul et influencé les masses par sa simple aura, en les incitant à s'organiser au sein des *soviets*.

« *Qu'est-ce que peut bien vouloir dire aujourd'hui* « Soviets + électricité » *? Cela signifie mener des enquêtes (au sens politique et militant du mot enquête, pas seulement au sens sociologique), s'immerger dans le monde de ceux qui travaillent – et de ceux qui ne travaillent pas –, dans le monde des précarisés, dans le monde du travail matériel et immatériel, dans le monde de la production socialisée y compris en dehors des figures contractuelles du travail, et construire des modèles de coopération et d'entreprise qui soient autres que ceux qu'impose le capitalisme. Cela signifie de s'approprier ce commun que le capital exploite déjà en l'extrayant de nos vies, quand celles-ci sont associées les unes aux autres dans la socialisation du travail productif […] Et qu'est-ce que peut bien vouloir le mot d'ordre de l'*extinction de l'État *? Faire tout cela en dehors des structures de la démocratie capitaliste, en construisant une organisation sociale et des mouvements autonomes, une puissance politique de libération indépendante*. ».[3]Dans son allocution reproduite ici, Negri ne fait nullement mention des organisations de masse dans lesquelles le prolétariat russe s'est organisé. Plus, il prétend que les mots d'ordre ici cités sont à considérer dans le cadre du

capitalisme ! Pourtant, le mot d'ordre « Soviet + électricité » est utilisé par Lénine lui-même à partir de 1919, deux ans après le début de la Révolution qui a détruit le vieil État tsariste. De même, le mot d'ordre « Extinction de l'état » doit être compris comme celui dudépérissement de l'État des travailleurs/euses auto-organisées, lui même nécessitant le renversement de l'État bourgeois. La prise du pouvoir restait une condition nécessaire pour Lénine. Dès lors, il s'agit d'une lecture réductrice de la révolution d'Octobre, et particulièrement des leçons qu'on peut en tirer aujourd'hui.

Cette lecture réductrice s'est particulièrement révélée présente lors de la dernière plénière, celle du samedi intitulée « Faire Front », au cours de laquelle Mathieu Rigouste et Mathieu Burnel ont exposé leurs projets politiques et les formes selon lesquelles « la lutte » doit se mener. Bien sûr, il ne s'agit pas ici de dire que Rigouste, Burnel ou Negri ont la même lecture de Lénine. Il s'agit cependant de montrer la cohérence entre les différentes composantes du colloque, malgré leurs divergences tactiques et stratégiques.

Pour Rigouste, « tant qu'on a pas créé des moyens de vie collective et autonome, il n'est pas possible de réussir un projet de société communiste. » Il faut, selon lui, « construire des centres de soin autogérés, des cantines, des fermes autogérées. Il faut collectiviser les terres, développer une éducation populaire, bâtir des centres de recherche collectifs ». Il s'agit donc de créer des sortes d'espaces arrachés à l'État et à la société, des Communes comme celles pensées par le Comité Invisible dans *A nos amis* ou qui s'expérimentent au Chiappas, au Rojava et, dans certaines mesures à Notre-Dame-Des-Landes. Cela s'apparente notamment à « la possibilité d'une organisation non capitaliste de la vie » pour reprendre la formulation de Jérôme Baschet qui, en adressant ses « adieux au capitalisme » retraça de son côté l'expérience zapatiste dont il est familier. La principale limite de ce type de conception est qu'il n'est à aucun moment pensé la sortie définitive du capitalisme mais simplement son contournement.

Pour Burnel enfin, éternel « inculpé dans l'affaire de Tarnac », les choses sont moins concrètes quant aux constructions. Pour lui, puisque « nous » sommes trop dépendant.e.s du calendrier des directions syndicales, il nous faut nous mobiliser en parallèle de celles-ci, dans l'objectif de nous regrouper et à terme de les déborder par un calendrier propre : ici, le 12 de chaque mois apparaît comme une bonne idée, en partie car il s'agit de la date du retour du mouvement social en 2017 et qu'une action est prévue le 12 octobre 2017 -année qui, on s'en souvient, devait ne pas avoir lieu.

Si la critique des syndicats, ou plutôt de la bureaucratie syndicale est nécessaire, se placer en extériorité de ses organisations de classe nous semble complètement inapproprié et dangereux. A ce propos, citons ici Lénine qui a si souvent été au centre des discussions durant ce colloque « *Nous luttons contre* l'aristocratie ouvrière *au nom de la masse ouvrière et pour la gagner à nous […]. Il serait absurde de méconnaître cette vérité élémentaire et évidente entre toutes. Or, c'est précisément la faute que commettent les communistes allemands « de gauche » (les gauchistes) qui, de l'esprit*

réactionnaires et contre-révolutionnaire des milieux dirigeants concluent à … la sortie des communistes des syndicats ! Au refus d'y travailler ! Et voudraient créer de nouvelles formes d'organisations qu'ils inventent ! Bêtise impardonnable qui équivaut à un immense service rendu par les communistes à la bourgeoisie ».[4]

Loin de nous l'idée de comparer les intervenant.e.s du colloques à des militant.e.s communistes organisé.e.s en Parti. Mais le fond de la pensée reste la même : se couper des masses organisées est une grave erreur, et refuser de mener le combat pour les arracher à leur direction bureaucratique est une résignation terrible.

Dès lors, qui pense l'émancipation ?

Le bilan de ce colloque est donc, à nos yeux, en demi-teinte. S'il s'agit d'une réussite effective, tant au niveau de la richesse des multiples interventions que de l'écho suscité, nous ne pouvons que déplorer un cadre très universitaire . Si *Penser l'Émancipation* s'inscrit, comme il est écrit dans la description de l'événement[5], « dans le long héritage de la politique d'émancipation, de la critique de la modernité, de l'anticapitalisme et de la transformation de l'ordre existant », nous pouvons regretter l'absence d'une quelconque pensée stratégique qui définisse quelques objectifs à atteindre en premier lieu et les moyens d'y parvenir. Si la détermination et la créativité ne manquent pas, les décisions communes pour passer enfin à l'offensive peinent à être formulées. Certes, ce colloque n'avais pas pour but de créer un programme politique. Pourtant, détacher la question de l'émancipation de celle du pouvoir revient à négliger de nombreux aspects politiques et même théoriques.

Pour terminer, rappelons que dans son ouvrage *La maladie infantile du communisme (le gauchisme)*, Lénine notait que trois stades avaient été franchis en 1905 pour parvenir à la première révolution russe : « *Lorsqu'au mois d'août le tsar avait proclamé la convocation d'un parlement consultatif, les bolchéviks, à l'encontre de tous les partis d'opposition et à l'encontre des menchéviks, avaient proclamé le boycottage de ce parlement, et celui-ci fut effectivement balayé par la révolution d'octobre 1905. Alors le boycottage était tout indiqué, non pas que la non-participation aux parlements réactionnaires soit juste en général, mais parce qu'on avait exactement tenu compte de la situation objective qui menait à une transformation rapide des grèves de masse en grève politique, puis en grève révolutionnaires et, enfin, en insurrection […] Transporter aveuglément, par simple imitation, sans esprit critique, cette expérience dans* d'autres *conditions, dans une* autre *conjoncture, c'est commettre la plus grave des erreurs* ».

N'en déplaise à certain.e.s, l'insurrection n'est pas encore arrivée. Dès lors, construire de véritables mouvements de contestation capables de penser l'émancipation dans un cadre large devra nécessairement passer par des regroupements de masse, c'est à dire avec toutes les franges du prolétariat. De nombreuses élaborations autour de ce colloque sont utiles dans l'objectif de l'unification de ce prolétariat, et devront être intégrées dans la stratégie révolutionnaire dont nous avons besoin. Mais aujourd'hui

comme il y a 100 ans, rien n'aboutira spontanément à la transformation sociale que nous souhaitons tous.te.s. Forger une organisation de classe révolutionnaire reste une tâche incontournable.

---

1 http://revueperiode.net/

2 https://www.franceculture.fr/emissions/le-journal-de-la-philo/penser-lemancipation

3 http://revueperiode.net/les-mots-dordre-de-lenine/

4 https://www.marxists.org/francais/peykar/works/1920/04/gauchisme.htm

5 http://penserlemancipation.net/site.html?page=accueil

Tristan Daul, le 4 octobre 2017